

En manque de développement, l'économie russe ne plie pas sous les sanctions

Désormais pays le plus sanctionné au monde, la Russie n'a pas vu son économie s'écrouler sous le coup des mesures occidentales. Entre résilience et adaptation, elle montre cependant bel et bien des signes d'affaiblissement.

DOSSIER

BENJAMIN QUÉNELLE
CORRESPONDANT À MOSCOU

A Moskva Citi, ce jeudi 21 septembre après midi, c'est l'effervescence. Sous le soleil automnal au milieu des gratte-ciel en verre du quartier d'affaires de Moscou, exposants, hommes d'affaires et simples badauds s'activent. C'est jour de salon industriel où fabricants et acheteurs de matériel électronique et musical s'échangent contrats et contacts. A 500 km de là, le conflit ukrainien fait rage. Et, régulièrement, à l'aube, des drones s'écrasent sur les parois vitrées des hautes tours de Citi. « On finit par s'habituer ! Des drones nous tombent dessus. Mais nous nous continuons de vivre et travailler comme si de rien n'était », confie Sergueï, col blanc parmi d'autres au milieu de l'immense salon où, entre les stands, on parle volontiers de « la guerre ». Et des « sanctions ».

« La guerre va se finir un jour. Mais les sanctions et tensions avec l'Ouest se prolongeront longtemps. Heureusement que, en Russie, nous savons nous adapter », confie Alexei venu exposer ses enceintes électriques 100 % *made in Russia* - avec quelques composants électroniques importés depuis des années d'Europe. « Notre fournisseur danois n'a plus voulu nous vendre en direct. Du coup, on passe par un intermédiaire et l'importation se fait via le Kazakhstan », raconte le jeune homme d'affaires. Au final, il continue à produire et à vendre. Mais, bien sûr, « avec une hausse de 30 % des coûts logistiques », les prix ont augmenté. Histoire parmi d'autres d'une inflation devenue courante. Mais aussi preuve parmi d'autres de la résilience de l'économie russe.

Si la Russie montre des signes de crise, avec notamment une croissante inflation et un déficit budgétaire en hausse (lire ci-contre), ce n'est jamais que la sixième fois depuis la chute de l'URSS : mi-1990, 1998, 2008-09, 2015, 2020. Les entreprises russes ont acquis

une grande expérience professionnelle du système D. Orchestrées par l'Etat, les politiques de « substitution aux importations » (dopant les productions nationales) et les « importations parallèles » (contournant via des pays « amis » les interdictions d'exportations occidentales) ont permis d'atténuer les effets des sanctions occidentales.

Pour bien des chefs d'entreprise

Les industries manufacturières ont notamment enregistré une croissance de production au premier semestre, près de 5 %. Pour les industries d'extraction, les exportations n'ont pas baissé malgré les sanctions sur le brut et les produits raffinés

russes, en ce début d'automne, le principal casse-tête de la rentrée n'est d'ailleurs ni le nouveau train de sanctions occidentales ni la chute du rouble, ni l'inflation ni la hausse des taux. La première urgence, c'est de recruter. Dans un marché de plein-emploi où le taux de chômage atteint le niveau le plus bas de l'histoire (lire ci-contre), les entreprises peinent à embaucher. A contrario, ce regain d'activité sur le marché de l'emploi est aussi une bonne nouvelle pour l'économie russe : une fois encore, elle s'adapte et tient le choc. Loin donc de la paralysie promise par l'Ouest qui, en vingt mois de conflit en Ukraine, a désormais fait de la Russie le pays le plus sanctionné au monde.

Les industries manufacturières ont notamment enregistré une croissance de production au premier semestre, près de 5 %. Pour les industries d'extraction (pétrole et gaz), les exportations n'ont pas baissé malgré les sanctions sur le brut et les produits raffinés. Moscou s'est tourné vers de nouveaux marchés, Inde et Chine en tête. « Les sanctions européennes et américaines n'ont pas eu les effets espérés à

Bruxelles et Washington parce que, contrairement aux mesures passées ciblant l'Iran, elles n'ont pas été totales et la Russie a su trouver d'autres marchés pour vendre son énergie. Et d'autres fournisseurs pour s'approvisionner en technologies », prévient Natalia Zoubarevitch, économiste et géographe, experte réputée dans le développement socio-économique des régions russes.

Mais ces industries ont les plus grandes difficultés à se développer. « La croissance annoncée par la banque centrale est en grande partie un jeu de dupes. Bruxelles peut tromper : la Russie souffre. Moscou peut fanfaronner : la Russie résiste », ironise un homme d'affaires européen à Moscou. En fait, la croissance vient surtout des régions aux fortes industries militaires : Oural et Russie centrale, qui enregistrent des hausses de 10-15 % depuis cinq mois. A contrario par exemple, les régions aux fortes industries automobiles comme Kalouga et Kaliningrad enregistrent des baisses de 15-18 %. Par ailleurs, les investissements se font avant tout dans les secteurs industriels militaires, sans donc les habituels effets multiplicateurs pour l'ensemble de l'économie. Investir dans un pont ou une high-tech a une influence future sur la croissance du pays. Ce n'est pas le cas pour un tank.

« Les sanctions n'ont pas réussi à couler l'économie russe, mais elles ont réussi à geler son développement », résume Natalia Zoubarevitch. Aux yeux de nombreux analystes, critiqués à mi-voix, l'économie est même paradoxalement devenue l'une des raisons de la poursuite du conflit pour ceux qui en bénéficient : pas seulement les industries militaires, mais aussi les oligarques qui jouent de leur proximité politique pour profiter de la distribution d'actifs occidentaux entre amis. « Ce n'est donc pas une vraie crise économique mais une phase de profits et d'adaptation », conclut un homme d'affaires russe. Situation bien connue en Russie, habituée à vivre dans les difficultés économiques et... sans changements politiques.

4,9 %

Le PIB

Le produit intérieur brut russe a progressé de 4,9 % au deuxième trimestre de 2023 sur un an, selon une évaluation primaire de l'Agence russe des statistiques (Rosstat). C'est la première hausse enregistrée après quatre trimestres de contraction, avec une baisse notamment de janvier à mars 2023 de 1,9 %. Mais la Russie n'a pas pour autant retrouvé le niveau de production d'avant le conflit. Pour l'ensemble de l'année 2023, la banque centrale anticipe une hausse du PIB de 1,5-2,5 %, au-delà de sa prévision initiale (0,5-2 %). Et, l'an prochain, selon le FMI, la croissance sera plus forte en Russie qu'en Europe. Mais gare aux surinterprétations de ces chiffres. Si on compare le PIB russe d'aujourd'hui à celui d'avant le conflit, on s'aperçoit qu'il ne fait que rattraper son retard par rapport à février 2022. Traduction : la Russie n'a pas augmenté sa production totale par rapport à un an et demi.



contre-sanction du Kremlin La nationalisation des actifs occidentaux en Russie

B.Q.

Face aux sanctions occidentales, c'est le leitmotiv des autorités russes : « Il n'y a plus de règles... » Traduction : Moscou peut faire ce qu'il veut. Ainsi, après la saisie d'actifs russes en Europe dans le cadre des mesures européennes contre l'Etat et des oligarques, le Kremlin a fait comprendre qu'il a les mains libres pour, à son tour, faire ce qu'il désire avec les actifs occidentaux en Russie. Cet été, il est passé à l'acte. Avec Danone, en victime collatérale. Alors que le groupe laitier français (tout comme le brasseur danois Carlsberg) discutait avec des repreneurs, les autorités ont d'abord publié de nouvelles règles, de plus en plus dures pour le départ d'entreprises occidentales. Puis le Kremlin de Vladimir Poutine a coupé court à toutes discussions : par décret, le président a soudainement décidé de transférer à l'agence fédérale de gestion immobilière la plupart des actifs russes de Da-

none et de Carlsberg. *De facto*, c'est une prise de contrôle par l'Etat russe. Une expropriation et une nationalisation, sans aucune compensation financière.

« Rien de plus permanent que le provisoire »

« Les autorités disent que c'est temporaire. Mais, dans les faits, cela durera aussi longtemps que les sanctions européennes seront en place contre Moscou. En Russie, il n'y a rien de plus permanent que le provisoire... », prévient un homme d'affaires européen impliqué à Moscou dans les négociations d'entreprises occidentales sur le départ. Au final, les usines russes de Danone ont été confiées... au clan de Ramzan Kadyrov. L'autoritaire chef de la Tchétchénie, proche allié du chef du Kremlin, tournait depuis longtemps autour des actifs européens. Son « neveu préféré » a été nommé directeur général de Danone. Cette nomination du vice-Premier ministre et ministre de l'Agric-

culture de Tchétchénie, Yakub Zakriev, a fait frémir plus d'un dirigeant d'entreprise occidental à Moscou.

Alors que, parallèlement, Carlsberg a été confié à Yuri et Mikhail Kovalchuk, des oligarques proches de Vladimir Poutine, ces expropriations et nominations pourraient annoncer une nouvelle vague de redistribution des richesses et des actifs en Russie au détriment des anciens propriétaires occidentaux. « Tout cela fait gestion mafieuse, entre amis et alliés qui se servent sans rien payer », s'inquiète cette même source européenne à Moscou, prise de court par l'accélération de la nationalisation de Danone et Carlsberg. « C'est le retour des années 1990... » Allusion à la chaotique décennie de sortie du communisme où le capitalisme le plus sauvage avait permis à certains hommes d'affaires bien connectés au pouvoir de s'enrichir en reprenant pour une bouchée de pain les bijoux industriels laissés en ruine par la chute de l'URSS.

« Le Soir » reste présent à Moscou

Les autorités russes confirment que la loi du 4 mars 2022 contre les « fausses informations » couvre aussi les correspondants étrangers installés à Moscou. Elle introduit un nouveau crime, punissant la publication depuis la Russie d'informations considérées comme « fausses » sur les forces armées russes, avec des peines pouvant aller jusqu'à quinze ans de prison. Toute personne (journaliste ou non) publiant des informations non officielles sur ce que le Kremlin nomme simplement « l'opération spéciale » en Ukraine peut tomber sous le coup de cette loi. Malgré cette nouvelle loi qui restreint encore un peu plus la liberté d'informer le plus objectivement possible, notre correspondant en Russie, Benjamin Quénelle, a choisi de rester sur place. *Le Soir* estime que continuer à témoigner de la vie quotidienne des Russes dans ces nouvelles circonstances est indispensable à sa mission d'informer.